



LES RÉPUBLICAINS
– VAL-DE-MARNE
AUTREMENT



Grand Paris Express : le Gouvernement sacrifie le quotidien des Franciliens !

Comme nous le redoutions, le Gouvernement a décidé de retarder la création des lignes du supermétro. C'est une décision inacceptable car derrière les considérations techniques avancées par le Gouvernement, il y a bien une volonté de réduire des dépenses dans l'un des secteurs le plus essentiel pour les Franciliens : les transports ! À nos yeux, c'est une erreur et un coup dur pour les Franciliens qui n'ont déjà que trop subi la galère des transports.

Un projet attendu et essentiel

Avec ses 200 kilomètres de lignes nouvelles de métro automatique souterrain, ses 68 nouvelles gares et ses plus de 2 millions de voyageurs par jour, le Grand Paris Express est le fruit d'un consensus politique sans précédent et sans équivalent entre les collectivités territoriales et l'État en 2011.

C'est un **projet vital et indispensable** pour améliorer la mobilité et le quotidien des 12 millions de Franciliens qui subissent aujourd'hui la galère des transports et qui n'en peuvent plus. En effet, malgré les investissements conséquents prévus sur le réseau existant, seul ce supermétro en rocade permettra une réelle amélioration de la situation car il offrira une meilleure répartition des flux de voyageurs.

Des enjeux économiques forts

L'impact économique généré par le Grand Paris Express est également extrêmement fort : sur le court terme, d'abord, avec la **création de 15 000 à 20 000 emplois directs** pour faire face aux besoins du chantier. Puis, sur le long terme, car la mise en service du supermétro devrait

ensuite entraîner la **création d'au minimum 115 000 emplois par an pendant vingt ans.**

Par ailleurs, le Grand Paris Express est un maillon indispensable pour réduire la pollution et les embouteillages afin de favoriser l'émergence d'une région capitale exemplaire et respectueuse de l'environnement.

Des annonces inadmissibles

Certes, c'est un **projet complexe et coûteux**, comme le relève la Cour des comptes dans son récent rapport. Comme tout investissement lourd, il repose par essence sur une durée d'amortissement très longue, comme l'était en son temps le métro parisien, dont le remboursement s'est étalé jusqu'en 1973, soit 73 ans après la mise en service de la première ligne. Le Gouvernement a fait le choix de privilégier la construction des lignes qui desserviront les Jeux Olympiques de 2024. Dont acte. Mais pénaliser les transports du quotidien pour des millions de Franciliens pour un événement de 15 jours n'est pas acceptable.

La desserte des sites olympiques doit, bien sûr, être réalisée à temps mais **nous**

refusons ce manque d'ambition du Gouvernement qui, en freinant cet investissement utile, pénalise fortement le quotidien des Franciliens et des Val-de-Marnais en particulier.

Pour la ligne 15 Sud qui desservira de nombreuses villes du Val-de-Marne, le Gouvernement annonce au minimum deux ans voire trois ans de retard. Double peine donc pour les riverains et les commerçants qui subissent déjà les nuisances des travaux et à qui l'ont dit : « Ça va durer encore plus longtemps, trois ans au minimum »... autant dire une éternité ! ■

Olivier CAPITANIO, Jean-Daniel AMSLER, Karine BASTIER, Paul BAZIN, Fernand BERSON, Laurence COULON, Chantal DURAND, Hervé GICQUEL, Emmanuel GILLES de la LONDE, Pierre-Jean GRAVELLE, Patricia KORCHEF-LAMBERT, Françoise LECOUFFLE, Jean-François LE HELLOCO, Déborah MÜNZER, Marie-France PARRAIN, Marie-Christine SÉGUI, Nicolas TRYZNA, Julien WEIL, Métin YAVUZ

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement